

Unité départementale de la Loire-Atlantique  
5 Rue Françoise Giroud  
44200 Nantes

Nantes, le 04/03/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/02/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SUN CHEMICAL**

20 Rue René Fonck  
Zone D2A Nantes Atlantique  
44860 ST AIGNAN GRANDLIEU

Références : N2-2022-0208

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/02/2022 dans l'établissement SUN CHEMICAL implanté 20 Rue René Fonck Zone D2A Nantes Atlantique 44860 ST AIGNAN GRANDLIEU. L'inspection a été annoncée le 04/02/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'objectif de la visite était de vérifier le respect des dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 22 décembre 2020.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SUN CHEMICAL
- 20 rue René Fonck Zone D 2A Nantes Atlantique 44860 ST AIGNAN GRANDLIEU
- Code AIOT dans GUN : 0006301639
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société SUN CHEMICAL est spécialisée dans la fabrication d'encre liquides pour l'héliogravure et la flexographie. Ses activités sont réglementées par l'arrêté préfectoral codifié du 29 mai 2020.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 22 décembre 2020.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Rétention déportée	AP de Mise en Demeure du 22/12/2020, article Art. 1	Susceptible de suites	Sans objet
Bassin de récupération des eaux d'extinction incendie	AP de Mise en Demeure du 22/12/2020, article Art. 1	Susceptible de suites	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Capacité des rétentions	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article Art. 19	Susceptible de suites	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection de l'environnement a constaté le respect des dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 22 décembre 2020.

### 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle :** Rétention déportée

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 22/12/2020, article Art. 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risques incendie
<b>Point de contrôle transféré:</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 25/11/2021</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 22 décembre 2020  La S.A.S SUN CHEMICAL exploitant des installations de fabrication d'encre et de vernis sise 20 Rue René Fonck – Zone D2A Nantes-Atlantique sur la commune de Saint-Aignan-de-GrandLieu est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 19 et 21-2 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 et de l'article VII.6 de l'arrêté préfectoral du 29 mai 2020 dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.  Article 21-2 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2020  Dans le cas d'une rétention déportée, la disposition et la pente du sol autour des réservoirs sont telles qu'en cas de fuite les liquides inflammables soient dirigés uniquement vers la capacité de rétention. Le trajet aérien suivi par les écoulements accidentels entre les réservoirs et la capacité de rétention ne traverse pas de zone comportant des feux nus et ne coupe pas les voies d'accès aux réservoirs. Si l'écoulement est canalisé, les caniveaux et tuyauteries disposent si nécessaire d'équipement empêchant la propagation d'un éventuel incendie entre le réservoir et la rétention déportée (par exemple, un siphon anti-flamme).  <b>Constats :</b> Les travaux de mise en place du regard coupe-feu permettant d'éviter la propagation d'un éventuel incendie entre les zones de stockage de liquides inflammables et la rétention déportée (bassin de récupération des eaux d'extinction incendie) sont finalisés. L'équipement est opérationnel.  <b>Il convient d'ajouter à la liste des contrôles hebdomadaires réalisés, un contrôle visuel du niveau d'eau dans le regard coupe-feu.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Bassin de récupération des eaux d'extinction incendie

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 22/12/2020, article Art. 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Confinement
<b>Point de contrôle transféré:</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 25/11/2021</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 22 décembre 2020</p> <p>La S.A.S SUN CHEMICAL exploitant des installations de fabrication d'encre et de vernis sise 20 Rue René Fonck – Zone D2A Nantes-Atlantique sur la commune de Saint-Aignan-de-GrandLieu est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 19 et 21-2 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 et de l'article VII.6 de l'arrêté préfectoral du 29 mai 2020 dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.</p> <p>Article 19 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010</p> <p>[...] Les rétentions sont étanches, c'est-à-dire répondant aux dispositions du point 22-1 du présent arrêté, et résistent à l'action physico-chimique des liquides inflammables pouvant être recueillis.</p> <p>Article VII.6 de l'arrêté préfectoral du 29 mai 2020</p> <p>Les eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie sont collectées (y compris les eaux d'extinction) et confinées dans :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- le bassin étanche d'un volume de 900 m<sup>3</sup>,</li><li>- la rétention du bâtiment « production et halls de stockage 1 et 2 » d'un volume de 255 m<sup>3</sup>,</li><li>- les rétentions des cuves de stockages de solvants d'un volume de 347 m<sup>3</sup>,</li></ul> <p>afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.</p>
<b>Constats :</b> Les travaux d'étanchéité du bassin de récupération des eaux d'extinction incendie sont finalisés. Un géotextile, un réseau de drainage et une géomembrane ont été mis en place.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Capacité des rétentions**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article Art. 19
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Confinement
<b>Point de contrôle transféré:</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 25/11/2021</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 19 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010  A chaque récipient mobile ou groupe de récipients mobiles est associée une capacité de rétention dont la capacité utile est au moins égale : - soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres ; - soit à 50 % de la capacité totale des récipients avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres.[...]
<b>Constats :</b> Le dimensionnement des rétentions disponibles et des volumes d'eaux d'extinction à retenir pour les différentes zones de stockage a été réalisé par le CNPP (rapport n°R.21.0036 du 19/03/2021).  Le bassin de récupération des eaux d'extinction incendie fait office de rétention déportée pour les cellules de stockages 1 et 2. Les travaux d'étanchéité du bassin sont finalisés.  La rétention de la plate-forme extérieure est suffisante (420 m <sup>3</sup> pour un stockage maximum autorisé de 100 m <sup>3</sup> ).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet